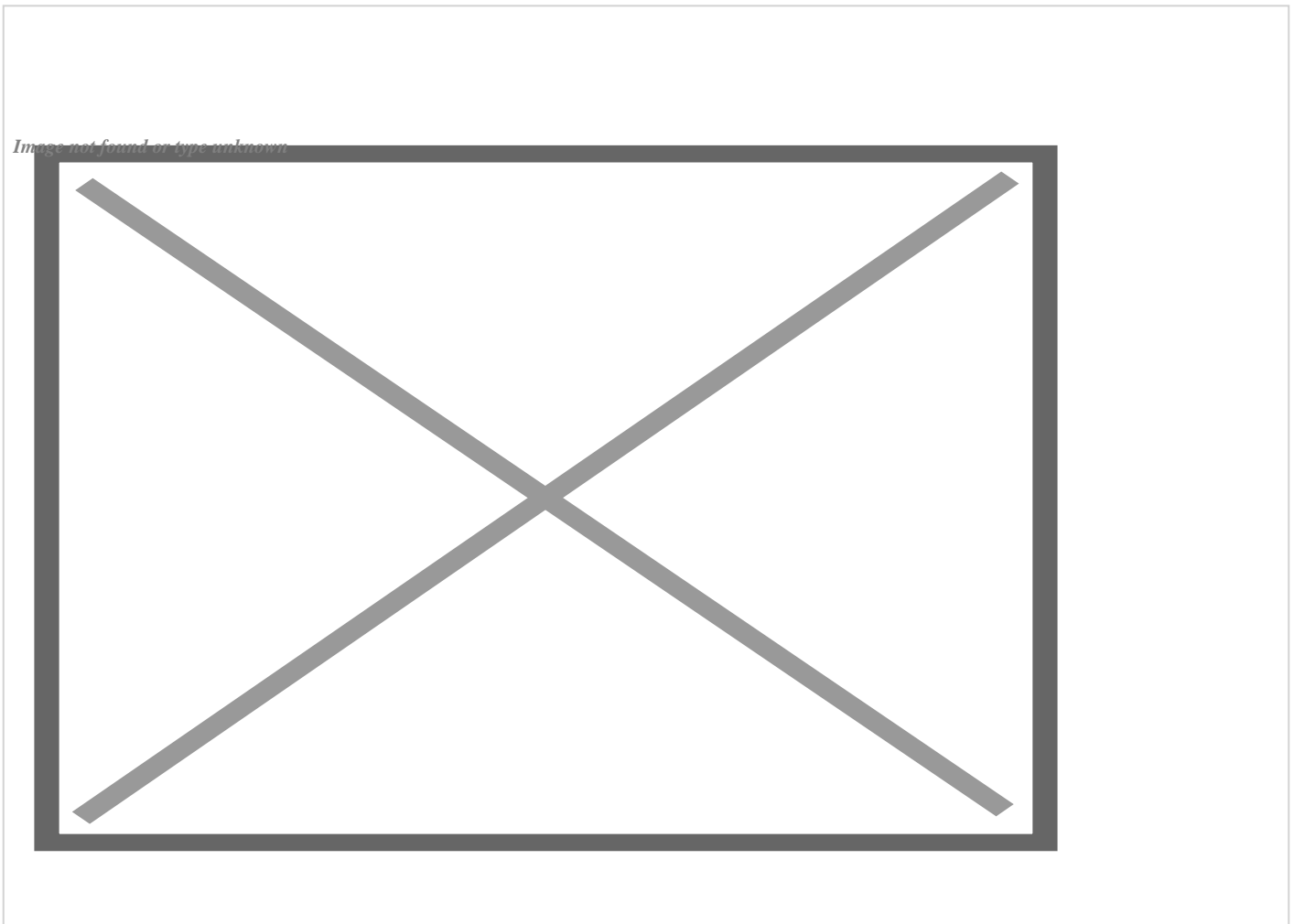


Organisation de tables rondes entre les autochtones et le gouvernement de l'Équateur



Les premières tables de négociation tiendront des réunions de travail avec une fréquence de dix jours.
Photo : Radio Pichincha.

Quito, 8 juillet (RHC) Le Gouvernement équatorien et la Confédération des nationalités indigènes (Conaie) ont formé ce jeudi dix tables rondes techniques pour analyser les principales demandes des mouvements indigènes, après la grève nationale de trois semaines dans ce pays.

Après plus de cinq heures de réunion à Quito, les premières tables de négociation qui seront installées le 13 prochain et tiendront des réunions de travail avec une fréquence de dix jours, analyseront les subventions aux combustibles, et le moratoire des dettes du système financier.

En outre, les questions liées à la promotion de la production, à l'emploi et aux droits des travailleurs, à l'énergie et aux ressources naturelles, aux droits collectifs et à l'enseignement supérieur seront abordées.

Le ministre du Gouvernement, Francisco Jiménez, a déclaré dans ce sens que "il y a eu une série de coïncidences sur la nécessité d'avancer dans ce dialogue. Il n'y a pas eu de plus grand problème pour parvenir à un accord sur la méthodologie de travail".

Pendant ce temps, le président de la Conaie, Leonidas Iza, a souligné que la méthodologie de travail a été approuvée et qu'elle sera consultée la base : "Il y a des questions de fond que nous devons approfondir, et d'autres qui ne vont pas se limiter à l'ordre du jour de l'exécutif, mais qui concernent d'autres fonctions de l'État".

Iza a indiqué que l'un de ces droits collectifs concernait le Conseil de la magistrature, le ministère public et d'autres entités.

C'est l'un des principaux accords conclus la semaine dernière, qui a mis fin aux manifestations antigouvernementales contre la cherté de la vie. Les forces de répression ont tué au moins sept personnes.

Le bureau doit être installé au siège de la Conférence épiscopale équatorienne (CEE) et il déterminera la feuille de route des dialogues pendant les 90 jours prévus dans l'accord.

Cependant, la veille encore, le Gouvernement de Guillermo Lasso a dit qu'il espérait que la Conférence épiscopale équatorienne ferait la proposition de la méthodologie à appliquer dans le processus.

Pour sa part, la CEE, dans une note préalable au début des dialogues, a dit : "Nous espérons que ce processus de dialogue, de discernement et de prise de décision nous aidera à construire ensemble un Équateur de fraternité, de justice, d'équité".

Un jour après le 30 juin, lorsque fut signé l'"Acte pour la paix" qui permit de mettre fin à 18 jours consécutifs de mobilisations, les deux points centraux de l'accord se concrétisèrent, qui sont la réduction du prix des combustibles subventionnés et l'abrogation du décret qui favorisait l'activité pétrolière.

Au cours des trois prochains mois, des délégués du gouvernement et des mouvements indigène et paysan aborderont également les autres points du cahier de revendications, tels que l'annulation des dettes échues de 10000 dollars aux familles paysannes.

Le président de la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (Conaie), Leonidas Iza, a déclaré que les protestations ne portaient pas seulement sur les combustibles, car "l'un des facteurs déterminants dans toute mobilisation est la pauvreté et l'inégalité".

Au cours des journées de grève nationale, sept personnes ont été tuées, dont six civils et un membre des forces armées, 331 blessés et 152 détenus, outre 269 procédures judiciaires liées aux mobilisations ouvertes par le parquet équatorien. (Source : Cubadebate)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/292984-organisation-de-tables-rondes-entre-les-autochtones-et-le-gouvernement-de-lequateur>



Radio Habana Cuba